

03 AVR 2025

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert n°004AONO/MINCOM/CIPM/2025 du POUR
L'ACQUISITION DU MATÉRIEL DE BUREAU POUR LES SERVICES CENTRAUX ET DÉCONCENTRÉS
DU MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de L'amélioration des conditions de travail de son personnel dans les services centraux et déconcentrés de son Département Ministériel, le Ministre de la Communication, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National ouvert Pour l'acquisition du matériel de bureau dans le BIP DU MINCOM de l'exercice 2025.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente consultation comprennent le matériel de bureau ci-après ;

- Réfrigérateurs de bureau ;
- Téléviseurs numériques ;
- Régulateurs de tension ;
- Multiprises ;
- Cafetières ;
- Appareil photo et accessoires ;
- Dictaphone numérique

3. Tranches /Allotissement

Le présent appel d'offres comporte *01 seul lot*.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de Soixante-cinq millions neuf cent cinquante mille (65 950 000) FCFA TTC.

5. Délai(s) prévisionnel(s) et lieu(x) de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des fournitures, objet du présent appel d'offres est de quatre-vingt-dix (90) jours soit trois (03) mois à livrer au **Ministère de la Communication**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer de la prestation.

6. Participation

La participation au présent appel d'offres est ouverte à tous les groupements d'entreprises et entreprises de droit camerounais ayant de la compétence en matière fourniture de matériel de bureau et disposant d'un agrément.

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le BIP MINCOM, Exercice 2025, ligne d'imputation budgétaire n°59 17 160 04 340010 524118.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, timbrée, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, dont le montant s'élève à un million trois cent mille (1 300 000) FCFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

NB : La caution doit être accompagnée du récépissé de consignation délivrée par la Caisse de Dépôts et des Consignations (CDEC), conformément à la lettre circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024. L'absence du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MO/MOD aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de soixante-dix mille (70 000) Francs CFA, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le jeudi 15 mai 2025 à 12 Heure.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention :

« AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°004/AONO/MINCOM/CIPM/2025 du
..... RELATIF À L'ACQUISITION DU MATÉRIEL DE BUREAU POUR LES SERVICES
CENTRAUX ET DÉCONCENTRÉS DU MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Taille et format des fichiers

En ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et Constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

N.B : l'original physique de la caution de soumission, le récépissé de la CDEC et la quittance d'achat des frais de DAO devront parvenir sous pli scellé au Service des Marchés du Ministère de la Communication, services centraux à Yaoundé, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351, au plus tard le jeudi 15 mai 2025 à 12 heures, heure locale et portant la mention ci-dessous :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°004/AONO/MINCOM/CIPM/2025 du
..... RELATIF À L'ACQUISITION DU MATÉRIEL DE BUREAU POUR LES SERVICES
CENTRAUX ET DÉCONCENTRÉS DU MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION »**

Ces originaux ne pourront être acceptés que si le soumissionnaire les a joints dans son offre déposé sur la plateforme de soumission en ligne COLEPS, ou enregistré sur la copie numérique de sauvegarde, en cas de disfonctionnement de la plateforme.

13- Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- La non-présentation de la copie de sauvegarde des offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

L'absence du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis entraînera le rejet pur et simple de l'offre

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le jeudi 15 mai 2025 à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de la Communication, dans la salle de conférences du Ministère de la Communication, 1er étage du bâtiment principal abritant ses services à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule Personne de leur choix dûment mandaté même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Le non-respect d'au moins un de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment:

- de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission et du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis ;
- de la non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis. (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Non satisfaction d'une spécification technique majeure identifiée par le symbole (*) ;
- Non satisfaction à 80% aux spécifications techniques non majeures de chaque équipement ;
- Absence de prospectus, ou fiche technique en couleurs d'au moins un matériel ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- du non-respect du format de fichier des offres ;
- de l'absence de la copie de sauvegarde pour les soumissions en ligne, en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence ou de la non-conformité d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, le SDP) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- de la non satisfaction d'au moins 80% de oui des critères essentiels ;
- de la non satisfaction des Preuves d'acceptation des conditions du marché.

15.3. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation générale de l'offre ;
- les références du soumissionnaire (liste de trois (03) contrats signés et enregistrés minimum sur les trois (03) dernières années assortis de PV de réception) ;

- la capacité financière délivrée par une banque, au moins trente millions (30 000 000) F CFA ;
- Le Délai de livraison ;
- Le service après-vente :
 - ✓ La disponibilité d'un magasin de vente de pièces de rechange au Cameroun;
 - ✓ La disponibilité d'un magasin de stockage ;
 - ✓ La garantie du matériel proposé.

NB : Le système de notation des offres est celui du mode binaire (oui ou non)

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au Soumissionnaire ayant présenté une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, disposant des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en considérant le cas échéant les remises proposées.

Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée, notamment dans COLEPS.

17. Nombre maximum de lots

Le présent appel d'offres porte sur un seul lot.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de la Communication, *Direction des Affaires Générales, Services des marchés publics* ; BP :001 téléphone : 222231351 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le maître d'ouvrage.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le 03 AVR 2025

Ministre de la communication [Signature,

Copies:

- MINMAP/Autorité des Marchés Publics
- ARMP
- Président CIPM/MINCOM
- Affichage chrono



René Emmanuel Fadi

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

MINISTRY OF COMMUNICATION

**National Open Invitation to Tender N°004/AONO/MINCOM/CIPM/2025 of 0.3..AVR 2025
TO PURCHASE OFFICE EQUIPMENT FOR CENTRAL AND DEVOLVED
SERVICES OF THE MINISTRY OF COMMUNICATION.**

1. Purpose of the Invitation to Tender

Within the context of improving the working conditions of the staff in the central and devolved services of his Ministry, the Minister of Communication, Project Owner, hereby launches an Invitation to Tender for the acquisition of office equipment in MINCOM's PIB for the 2025 financial year.

2. Nature of Services

The services covered by this consultation include the following office equipment;

- Office refrigerators;
- Digital televisions;
- Voltage regulators;
- Power strips;
- Coffee makers;
- Cameras and accessories;
- Digital dictaphones

3. Phases/Allotment

This Invitation to Tender involves a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **sixty-five million nine hundred and fifty thousand (65,950,000) FCFA**, all taxes included.

5. Estimated execution deadline and location(s)

The maximum period set by the Project Owner for the delivery of the supplies covered by this Invitation to Tender is ninety (90) days, i.e. three (03) months for delivery to the Ministry of Communication. This period runs from the date of notification of the Administrative Order to commence delivery.

6. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is exclusively open to all groups of companies and companies established under Cameroonian law, competent in the supply of office equipment and duly accredited.

7. Financing

The services covered by this Invitation to Tender will be financed by the PIB of the Ministry of Communication, for the 2025 financial year, under budget head No. 59 17 160 04 340010 524118.

8. Submission method

The bidding method retained for this consultation shall be online.

9. Bid bond

Each bidder must attach to their administrative documents a stamped, manually paid bid bond issued by a financial body or institution authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Minister of Finance, the list of which is found in document No.14 of the Tender File. The amount of the bond is one million three hundred thousand (1,300,000) CFA francs, valid for thirty (30) days beyond the initial validity date of the bids.

Failure to produce a bid bond issued by a first-class banking institution or financial body, authorised to issue public contract bonds, by the Ministry of Finance, shall result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but not related to the consultation concerned shall be considered absent.

A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

NB: The bid bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), in accordance with circular letter No. 000019/LC/MINMAP of 05 June 2024. If the Deposits and Consignments Fund receipt is not produced when the bids are opened, the bid shall be outrightly rejected.

10. Consultation of the Tender File

The hard copy of the file may be consulted for free at the offices of the PO/DPO during working hours at the Department of General Affairs, Public Contract Service, PO Box, 001, Yaoundé, Telephone number: 222231351, upon publication of this notice.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm).

11. Acquisition of the Tender File

The hard copy of the file may be obtained from the Department of General Affairs, Public Contracts Service, PO Box: 001, Yaoundé, Telephone number: 222231351, after the publication of this notice, upon payment of a non-refundable sum of seventy thousand (70,000) CFA Francs, payable at the Public Treasury.

The electronic version of the file can also be downloaded free of charge from the addresses indicated above. However, the physical or electronic submission shall be subject to the payment of the purchase cost of the Tender.

12. Submission of Bids

Bids shall be transmitted by the bidder in French or English on the COLEPS platform no later than Thursday 15th May 2025, deadline for reception of bids at 12 p.m.

A back-up copy of the bid recorded on a USB key or CD/DVD shall be forwarded within the same time limit in a sealed envelope clearly and legibly indicated: 'Back-up copy'. In addition to the following indication.

**National Open Invitation to Tender N°004/AONO/MINCOM/CIPM/2025 of..... TO
PURCHASE OFFICE EQUIPMENT FOR CENTRAL AND DEVOLVED SERVICES OF THE
MINISTRY OF COMMUNICATION**

"To be opened only during the bid-opening session".

File size and format

The maximum sizes of the documents that shall be transited on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for Administrative Offer;
- 15 MB for Technical Offer;
- 5 MB for Financial Offer;

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall use compression software to reduce the size of files to be transmitted.

In the event of a malfunction of the COLEPS platform, failure to submit back-up copies shall result in the inadmissibility of the candidate's bid.

N.B: The original hard copy of the bid bond, the CDEC receipt and the Tender file purchase receipt shall be sent in a sealed envelope to the Contracts Service of the Ministry of Communication, central services, Yaoundé, P.O. Box : 001, Yaoundé, Telephone number: 222231351, no later than Thursday 15th May 2025, deadline for reception of bids at 12 p.m. local time and having the following caption:

**"National Open Invitation to Tender N°004/AONO/MINCOM/CIPM/2025 of..... TO
PURCHASE OFFICE EQUIPMENT FOR CENTRAL AND DEVOLVED SERVICES OF THE
MINISTRY OF COMMUNICATION"**

These originals can only be accepted if the tenderer has attached them to their offer, submitted on the COLEPS online submission platform, or saved on the digital backup copy, in the event of the platform's malfunction.-

13. Admissibility of Bids

The Administrative documents, the technical offer, and the financial offer must be inserted in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The following shall be considered inadmissible by the Project Owner:

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids submitted after the deadline for submission of bids;
- Bids with no identification of the Identity of the Invitation to Tender;
- Bids Non-compliant with the bidding method;
- The absence of a backup copy of the bids.

Any incomplete Tender in accordance with the requirements of the Tender File, shall be declared inadmissible. Particularly, the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister of Finance to issue bonds for public contracts or failure to comply with the models of the documents of the Invitation to Tender shall cause the outright rejection of the tender without any room for appeal.

A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered as absent

A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

If the Deposits and Consignments Fund receipt is not produced when the bids are opened, the bid shall be outrightly rejected

14. Opening of Bids

Bids shall be opened in one phase and shall take place on Thursday 15th May 2025 at 1 p.m. by the Tenders Board of the Ministry of Communication, at the Conference Hall of the Ministry of Communication, 1st floor of the main building of its central services in Yaoundé.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Under pain of rejection, the documents in the administrative file required shall be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must be less than three (03) months old or must have been established after the date of signature of this Invitation to Tender.

15. Evaluation Criteria

15.2 Eliminary Criteria

Failure to comply with at least one of these criteria shall entail the rejection of the offer.
These include:

- The absence or non-compliance of the bid bond and the receipt issued by CDEC at the opening of the bids;
- Failure to produce, beyond 48 hours following the opening of bids, a document in the administrative file that is deemed to be non-compliant or missing at the time the bids were opened (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent schemes, or forged documents;
- Failure to comply with a major technical specification identified by the symbol (*) ;
- Failure to comply with 80% of the non-major technical specifications for each piece of equipment;
- Failure to provide a prospectus, or colour technical data sheet for at least one item of equipment;
- Failure to provide a sworn statement that no work has been abandoned in the last three years;
- Non-compliance with the tender file format;
- The absence of the backup copy for online submissions, in the event of a malfunction of the COLEPS platform;
- The absence of a quantified unit price or a sub-detail of unit prices in the Financial Offer;
- The absence or non-conformity of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE, the SDP);
- The absence of the integrity charter, dated and signed;
- The absence of a duly filled and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses, with the indication 'read and approved';
- Failure to comply with at least 80% of the essential criteria;
- Failure to provide evidence of the acceptance of the contract conditions.

15.4. Essential criteria

The essential criteria for qualifying bidders shall for illustrative purposes include:

- Presentation of the offer;
- Bidder's references (list of at least (03) signed and registered contracts over the last (03) years with acceptance certificates);

- Financial capacity issued by a bank, with at least thirty million (30,000,000) CFA francs;
- Delivery deadline;
- After-sales service:
 - ✓ The availability of a spare parts sales store in Cameroon;
 - ✓ The availability of a storage warehouse;
 - ✓ The guarantee for the equipment offered.

NB: The scoring system for tenders is binary (yes or no).

16. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest bid, including any proposed discounts.

Every decision by the Project Owner to award a public contract is published, with an indication of the price and deadline, in the Public Contracts Journal published by the body responsible for regulating public contracts or in any other authorised publication, particularly in COLEPS.

17. Maximum Number of Lots

This Invitation to Tender involves a single lot.

18. Validity period of bids

Bidders shall remain bound by their bids for a period of ninety (90) days from the initial deadline for the submission of offers.

19. Additional information

Additional information shall be obtained during working hours from the Department of General Affairs, Public Contracts Service; PO Box:001 Telephone number: 222231351, or online on COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>. or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

20. Fight Against Corruption and Bad Practices

To report corrupt practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé on **03 AVR 2025**

MINISTRY OF COMMUNICATION

Copies:

- Public Contracts Authority (MINMAP)
- ARMP
- President CIPM/MINCOM
- Notice board/File



René Emmanuel Jadi